

sens qu'il s'avérait plus aisé de puiser des savoirs pédagogiques en Suisse que chez l'ennemi allemand» (pp. 149-150). Puis Daguët entre en scène et présente au travers de sa riche correspondance et ses rencontres, les républicains français exilés en Suisse après le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Circulations des idées, débats pédagogiques, controverses éducatives animent ces passeurs-médiateurs que sont entre autres Barni (1818-1878), Quinet (1803-1875), Buisson (1841-1932), etc.

La deuxième partie se centre sur les savoirs scolaires, leur propagation, leur métissage et leur internationalisation. Elle met en évidence l'effervescence pédagogique et les synergies qui agitent alors le monde éducatif: création d'associations, de réseaux ou projets d'ouvrages. Buisson joue un rôle central dans cette dynamique de même que le Suisse James Guillaume (1844-1916), son bras droit dans l'élaboration de son *Dictionnaire de Pédagogie et d'instruction primaire*. La presse pédagogique offre aussi un lieu d'expression et de diffusion privilégié pour véhiculer la «pédagogie libérale-nationale – essentiellement anticléricale» (p. 121) qui a cours en Europe. *L'Éducateur* en relayant et traduisant certains articles permet ainsi d'observer les trajectoires transnationales des savoirs pédagogiques dans l'espace occidental.

La troisième partie questionne «les disciplines et les savoirs dont les éducateurs français ont privilégié le transfert» (p. 173). L'auteur exemplifie son propos en démontrant notamment comment le *Cours de langue maternelle* du Père Girard est resérentisé pour sa diffusion en France ou encore quels ont été les emprunts effectués en éducation morale, éducation musicale ou éducation physique. Puis, son attention se porte sur les bataillons scolaires et leurs liens avec les cadets suisses ainsi que sur le développement des colonies de vacances. Il termine en démontrant que tout emprunt ne va pas de soi et que «le recours aux nettoyages (qui) permettent, lors du processus de transfert, de relativiser ou de se défaire d'une origine de l'emprunt parfois bien encombrante.» (p. 209)

L'auteur conclut l'ouvrage par une réflexion sur le concept de modèle et encourage l'historien de l'éducation à penser l'acte comparatiste comme une démarche compréhensive de l'altérité.

Ce travail démontre avec maestria qu'au XIX^e siècle, les méthodes pédagogiques n'ont pas été pensées au seul niveau national, mais que des transferts culturels multiples les réinterprètent en les rendant significatifs pour les acteurs locaux (nous pourrions du reste faire le même constat aujourd'hui). Finalement, nous constatons que le but suprême de tous ces acteurs de l'éducation était d'améliorer les pratiques éducatives. L'auteur estime enfin que les sciences de l'éducation ont en conséquence de nouveaux paris à relever: «[...] de ne pas se satisfaire d'une réalité compartimentée [...] et retracer les multiples resérentisations des idées et des savoirs scolaires [...], de résister [...] à la tentation du cloisonnement culturel.» (p. 221)

Sylviane Tinembart

Landry CHARRIER, *L'émigration allemande en Suisse pendant la Grande Guerre*, préface de Nicolas Beaupré, Genève: Slatkine, 2015, 371 p.

Bien souvent, seule la figure de Romain Rolland est associée à la lutte pacifiste durant le premier conflit mondial. Sa notoriété a éclipsé, du moins dans l'espace francophone, l'existence d'une dissidence pacifiste allemande, pour laquelle la Suisse a aussi été une terre d'accueil. Le développement de la thèse du «coup de poignard dans le dos» et l'évolution politique de l'Allemagne dans l'entre-deux-guerres ont contribué à déprécier l'action de ces intellectuels et à les repousser dans les marges de l'histoire. L'ouvrage de Landry Charrier apporte une importante contribution à cette thématique, comblant un vide historiographique. Il offre une étude détaillée en français sur un sujet particulièrement complexe, basée sur une maîtrise des diverses sources (d'un accès compliqué) et de la littérature secondaire.

L'émigration allemande en Suisse se caractérise par une très grande hétérogénéité. Le départ de l'Allemagne a été, comme le précise l'auteur, «bien souvent le résultat d'une décision librement choisie et non la conséquence d'une menace immédiate sur la vie des «intéressés» (p. 21). La dissidence pacifiste regrou-

paît des intellectuels aux vues diverses, dont le seul point commun était une opposition, voire une haine, à l'encontre du Reich des Hohenzollern et de la Prusse. Une des forces de l'ouvrage de Landry Charrier est d'avoir étudié ce mouvement au sens large du terme, sans enfermer ses protagonistes dans telle ou telle catégorie. Il en résulte une analyse détaillée des trajectoires de ses acteurs, de leurs pratiques, de leurs principales sociabilités, ainsi qu'un aperçu de leurs prises de position. L'auteur a choisi deux échelles d'analyse pour appréhender cette constellation : la micro-analyse fine du parcours de plusieurs figures du mouvement pacifiste et la perspective globale, de manière à faire entrer son objet d'étude en résonance avec l'histoire politique et culturelle contemporaine. Cette double approche, très stimulante, permet à Landry Charrier de renouveler la connaissance du mouvement pacifiste allemand en Suisse, ce qui est soutenu par le choix judicieux d'une chronologie qui dépasse la stricte périodisation du conflit. Espérons que cette étude donne l'impulsion à une démarche similaire sur Rolland et son entourage.

L'ouvrage est construit en quatre chapitres, chacun regroupé autour d'une thématique précise, tout en respectant la chronologie (moins le premier, plus synthétique). Le premier chapitre se concentre sur le mouvement pacifiste allemand, en particulier sur ses structures (associations, revues, etc.) et ses différents acteurs. Le choc de la déclaration de la guerre, qui « toucha les plus fervents opposants à l'empire, s'accompagna d'une mise en sommeil des organisations pacifistes allemandes. » (p. 40) De là, les réactions varieront selon des modalités et des chronologies individuelles. Comme le rappelle bien Landry Charrier, l'émigration allemande n'a pas été un phénomène de masse. Constituée de vagues successives dès le printemps 1915, avec une accélération après les offensives de Verdun et de la Somme en 1916, puis en 1917, elle a suivi les durcissements législatifs en Allemagne et le redoublement des efforts la propagande (pp. 82-83). Concentrés autour de Berne et Zurich, où se trouvaient différents lieux de contacts (revues, cafés, etc.) (pp. 84-87), les émigrés ont gardé une certaine distance avec la société helvétique, ce qui assimile ce mouvement à une forme de « migration de maintien » (p. 93).

Les chapitres centraux se concentrent sur deux revues, qui montrent la variété du mouvement pacifiste et les tensions qui le traversent. Le deuxième s'articule autour de la figure d'Alfred Hermann Fried, prix Nobel de la paix 1911, et de sa revue, la *Friedenswarte*. Installé durablement à Berne dès février 1915, Fried se sert de son titre et d'autres canaux pour promouvoir sa conviction que seule une paix de compromis permettrait d'imposer la démocratie, en particulier en Allemagne (p. 127). En parallèle, il parvient à renouer avec plusieurs pacifistes allemands au pays ou à l'étranger, auxquels il ouvre les colonnes de la *Friedenswarte*, sans toujours partager l'entier de leurs opinions. Landry Charrier s'est attaché à reconstituer la galaxie autour de Fried grâce à minutieux examen des sommaires de la revue. Il relève que la *Friedenswarte* accordait une place quasi nulle aux intellectuels suisses, hormis à la figure peu connue Walter Eggenschwyler (pp. 169-171).

Dans le troisième chapitre, Landry Charrier décortique en détail le destin de la *Freie Zeitung* à partir des rares sources à disposition. Il situe l'apparition de ce titre dans le contexte de « contraction culturelle » de 1916 (p. 197), en mettant l'accent sur deux acteurs principaux de l'émergence d'un discours pacifiste radical : Hans Schlieben et Richard Grelling. De jeunes intellectuels, comme Hugo Ball et Ernst Bloch, parmi les plus connus, rejoindront rapidement l'équipe chargée d'animer la *Freie Zeitung*. Comme la *Friedenswarte*, ce titre veut la fin du militarisme prussien et la démocratisation de l'Allemagne. La divergence se trouve dans la méthode, car ses animateurs étaient persuadés que seul un anéantissement de l'Allemagne par l'Entente permettrait d'y parvenir (pp. 234-235). Le ton résolument pro-Entente était de nature à raidir les autorités allemandes et surtout à attirer la bienveillance intéressée des services de propagande français et états-uniens. Cette proximité pèsera lourd à l'issue du conflit sur les principaux collaborateurs du titre, au moment où certains chercheront à jouer un rôle lors des débuts de la République de Weimar.

Le dernier chapitre se concentre sur le douloureux processus de sortie de la guerre, période bien souvent négligée par les historiens de la Première Guerre mondiale. Les tentatives de rapprochement au sein des émigrés échouent en raison des tensions idéologiques et personnelles entre les différentes tendances. Les événements de l'automne 1918 présageaient le triomphe de certaines idées promues par les pacifistes, proches

des Quatorze points de Wilson. Cela a incité certains émigrés à tenter de réinvestir le champ politique allemand (pp. 288-290). Landry Charrier attire l'attention sur les difficultés éprouvées par l'essentiel des pacifistes à jouer un rôle dans le nouveau régime (à l'exception de Friedrich Wilhelm Foerster et Wilhelm Muehlon). La signature du Traité de Versailles stoppe net les espoirs d'une paix clémente et, comme l'avait noté Fried, signifie la défaite définitive des pacifistes (p. 312). Malgré cela, il continuera à publier sa revue, avec le but de fortifier la jeune démocratie allemande, persuadé qu'il s'agissait du point de départ vers une révision du traité de paix et de la SdN (pp. 321-322). Landry Charrier relève en conclusion que les pacifistes, après 1919 et surtout après 1933, seront des boucs émissaires de choix aux yeux des nationaux-socialistes, incarnant « l'ensemble des maux qui avaient, aux yeux de la propagande, miné l'Allemagne de l'intérieur: communisme, démocratie, judaïsme, pacifisme, révolution. » (p. 341) Plusieurs anciens émigrés seront contraints de reprendre le chemin de l'exil.

Cette riche étude, dont seules quelques grandes lignes ont été relevées ici, est complétée par une riche bibliographie et un très précieux index.

Nicolas Gex

Jean-Pierre WAUTERS, *Mary Widmer-Curtat et le Comité suisse de secours aux réfugiés belges pendant la Grande Guerre, Lausanne: Société d'histoire de la Suisse romande, 2015, 95 p.*

Une relation spéciale unit les Belges et les Suisses, qui plonge ses racines dans les heures sombres du début de la Première Guerre mondiale. Au mépris des règles régissant le statut des pays neutres, l'Allemagne franchit la frontière belge pour se précipiter sur l'ennemi héréditaire, la France. Cette atteinte au droit international, derrière lequel la monarchie du Plat Pays se croyait à l'abri, amorce en même temps une vive crise dans un autre pays neutre situé à la charnière entre les deux principaux belligérants du front occidental: la Suisse. De part et d'autre de la Sarine règne sans doute la consternation. Mais comment apprécier l'agression allemande dans le contexte agité d'un conflit armé? Pour les Romands, la cause est entendue: cette violation scandaleuse de la neutralité belge doit être vigoureusement condamnée? Autre son de cloche en Suisse alémanique: ne constitue-t-elle pas le corollaire naturel d'une guerre dont les responsabilités semblent encore partagées? Le cadre de la plus importante querelle opposant les deux principales communautés linguistiques de la Suisse est tracé.

Mais les ferments de l'amitié belgo-suisse, si elle s'ancre bien dans les désastres de la guerre, résident plutôt dans une action humanitaire de grande envergure née de l'initiative d'une femme, une Lausannoise, qui va se dépenser sans compter pour assurer un refuge le plus agréable possible à des milliers de malheureux chassés de leurs maisons par l'envahisseur: Marie-Emilie-Adrienne Widmer-Curtat. Connue sous le prénom de « Mary », souvenir d'une torsion qu'elle inflige à son prénom dès ses débuts dans l'art poétique, Marie, née en 1860, est issue d'une modeste famille paysanne qui quittera son village d'Auboranges, près d'Oron, pour s'installer à Bussigny, non loin de Lausanne où prêche l'oncle de la jeune femme, le pasteur Louis Curtat. Elle rencontre en 1881 un médecin de quatre ans son aîné, Henri-Auguste Widmer, qui vient d'installer son cabinet dans cette commune. Ils se marient l'année suivante.

Homme doué et entreprenant, le Dr. Widmer, joignant un sens social aigu, qu'il démontre par les soins gratuits qu'il prodigue à Lausanne, à un sens non moins développé des affaires, reprend ensuite la direction de la clinique La Métairie à Nyon, puis fonde la clinique La Colline à Territet et, enfin, la clinique Valmont à Glion, où il se spécialise, avec l'aide constante sa dévouée épouse, dans des médecines alternatives, comme l'hydrothérapie. Médecin à la riche clientèle, il voit sa réputation grandir. Ses confrères au chevet d'Élisabeth reine de Belgique en entendent parler, et, impuissants face au mal qui ronge la souveraine, décident en 1913 de confier leur illustre patiente aux bons soins de cette clinique vaudoise déjà renommée. Une amitié durable naît entre le couple Widmer et la souveraine, puis avec son époux Albert. Et dès le début de la guerre, les Widmer manifestent leur solidarité avec les Belges.

Cette solidarité revêt des traits concrets dès octobre 1914. Un appel publié dans trois journaux de Lausanne, Genève et Montreux, signé par les trois rédacteurs en chef, un pasteur et les sœurs Nyffenegger sollicite la générosité des Suisses. L'idée d'accueillir des enfants belges est lancée et Mary Widmer-Curat, bientôt intégrée dans le groupe, va prendre les choses en mains. De son domicile de Riant-Site, cet immeuble jouxtant l'Abbaye de l'Arc sur la promenade de Montbenon, elle organise les opérations, avec l'aide d'une centaine de volontaires. Voit ainsi le jour un comité vaudois de secours aux réfugiés belges, bientôt transformé en comité suisse. Si Lausanne demeure l'épicentre du réseau d'accueil des réfugiés, des sections sont mises sur pied dans les autres cantons romands, mais aussi en Suisse alémanique où, si l'enthousiasme semble à l'unisson du reste du pays, des tensions affluent malgré tout: les Allemands y vivent nombreux... De nombreuses familles d'accueil annoncent leur disponibilité, les dons affluent, y compris dès 1916, d'un comité suédois puis de la Fondation Rockefeller.

La générosité est grande, mais la déception aussi... On attendait des enfants, débarquent des familles entières et des hommes célibataires dispensés de service militaire par la loi belge. Celles-ci fixaient la conscription pour les individus âgés de 18 à 25 ans... Beaucoup de réfugiés rejoindront le front plus tard, comme volontaires. Néanmoins la vie s'organise, la générosité des Helvètes ne faillit pas. Le collège de Montriond, sur le point d'être achevé, fera office de premier point de ralliement, puis une fois ce bâtiment scolaire rendu à sa vocation originelle, une villa prêtée par un mécène à la rue du Simplon prendra le relai. Enfin la structure créée par Mary Widmer-Curat trouvera ses locaux définitifs à l'avenue Ruchonnet. Coordinés depuis Paris, les convois se succèdent avant que les réfugiés ne soient répartis dans le pays. D'autres arrivent à Bâle et Schaffhouse. Les visites médicales sont menées avec soin, pour barrer la route à certaines maladies colportées par des populations ayant vécu de longs mois dans une hygiène précaire. Dans la mesure du possible, l'attribution des réfugiés obéit à des critères de compatibilité religieuse. Plus de 9000 réfugiés trouveront asile en Suisse, dont la moitié seront des soldats internés en Suisse et dont l'armée avait confié l'accueil à l'efficace comité de M^{me} Widmer-Curat. Ces soldats officieront souvent comme enseignants pour les plus enfants.

Jean-Pierre Wauters, professeur honoraire de médecine de l'Université de Lausanne et infatigable organisateur des festivités en l'honneur de cette Lausannoise hors du commun qui ont eu lieu en octobre 2014, ne propose pas une biographie de son héroïne, ni une histoire du comité qu'elle a fondé. Son ouvrage relate sobrement, avec probité, précision et reconnaissance, la vie et l'engagement de cette femme, à qui l'on doit également la fondation de l'Association du costume vaudois (Voir *RHV*, 123, 2015, pp. 75-89). Il se veut un hommage et contribue ainsi à la connaissance d'une action remarquable par son ampleur et son succès, partie de Lausanne. Issue d'une initiative privée, ce projet humanitaire grandiose sera soutenu par des pouvoirs publics obligés, cependant, de jongler entre leur mission humanitaire et leur devoir politique, arrimé à un respect strict de la neutralité. L'action du CICR, sous la houlette du futur conseiller fédéral Gustave Ador, est bien connue, mais ne doit pas éclipser les autres entreprises, dont celle de Mary Widmer-Curat. Merci à Jean-Pierre Wauters d'avoir travaillé avec acharnement à sortir de l'oubli cette grande figure vaudoise. L'ouvrage couronne avec élégance des manifestations qui ont connu leur point d'orgue avec le dépôt d'une plaque commémorative, à côté de la statue offerte à notre pays « par la Belgique reconnaissante » et surveillant de son autorité le Quai de Belgique à Ouchy.

Olivier Meuwly

Christophe Vuilleumier (dir.), *La Suisse et la guerre de 1914-1918*, Genève: Slatkine, 2015, 686 p.

Publiés sous la direction de l'historien Christophe Vuilleumier, les actes de l'important colloque qui s'est déroulé du 10 au 12 septembre 2014 au Château de Penthes constituent désormais un ouvrage de référence de près de 700 pages sur le rôle de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale sous trois angles d'approche

originaux: la « Suisse humanitaire », la « Suisse tourmentée », la « Suisse engagée ». On aimerait que la Seconde Guerre mondiale fasse aussi l'objet d'un traitement aussi large et pas limité à ses seuls aspects économique-financiers. Il est impossible ici de rendre compte dans le détail des 32 contributions. On se limitera donc à dégager quelques temps forts de ce livre imposant et à la mise en page agréable.

Dans sa préface, François Jequier se pose la question de la commémoration qu'il connaît bien (commémoration de la Révolution vaudoise de 1798). Faut-il commémorer cette boucherie effroyable que fut 1914-1918, avec sa série de batailles qui, cette année, culminent avec Verdun et la Somme? Même si commémorer n'est pas célébrer? Et faut-il, de surcroît, le faire en Suisse, pays épargné par les horreurs de cette guerre? La réponse est affirmative, car les historiens doivent assumer leur responsabilité, mais le faire en ayant le courage de « rendre au passé l'incertitude de l'avenir telle que les acteurs de l'époque l'ont vécue » (p. 31).

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la « Suisse humanitaire ». Au-delà du cas de la Franco-belge Louise de Bettignies, accusée d'espionnage par les Allemands et morte de maladie dans un camp malgré les efforts du CICR, c'est bien toute la problématique des prisonniers de guerre qui est abordée. Celle-ci occupe encore une place limitée dans l'historiographie de la Grande Guerre. C'est donc un champ de recherches encore inédit, qui concerne aussi les prisonniers français, internés ou en transit en Suisse (articles de Cora Tremmel et Marianne Walle). L'action du CICR et de l'Agence internationale des prisonniers de guerre est traitée (Jean-Luc Blondel, Claire Bonnèlie). Au sein de cette dernière, un homme joue un rôle capital: Gustave Ador (Roger Durand). Fils de banquier, libéral, lieutenant-colonel, membre du CICR, il devient conseiller fédéral un peu par hasard, à la suite des remous créés par l'affaire Hoffmann-Grimm et la démission forcée du premier. De son côté, Patrick Bondallaz s'intéresse aux liens humanitaires qui se créent entre la Suisse et la Belgique, cet autre État neutre dont la neutralité est violée en 1914 par les troupes allemandes, ce qui entraîne un immense mouvement de protestation et d'entraide en Suisse romande. Qui se rappelle encore du rapatriement de 500 000 civils français issus des territoires occupés, à travers la Suisse? Cet épisode semble avoir presque complètement disparu de la mémoire collective. Françoise Breuillaud-Sottas en restitue les aspects non seulement logistiques, mais également affectifs (l'immense élan de solidarité dans notre pays).

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, intitulée la « Suisse tourmentée », la situation intérieure de la Suisse constitue le thème principal. Un premier texte (Olivier Meuwly) met en évidence le passage au sein des partis politiques suisses de l'union sacrée aux déchirements. La Suisse de la Grande Guerre, c'est aussi une Suisse des clivages. D'abord entre régions linguistiques, à la suite de l'« affaire des colonels » alémaniques coupables d'avoir remis des documents sur les Alliés à l'Autriche-Hongrie, mais finalement ménagés par le haut commandement, et surtout à l'« affaire Hoffmann-Grimm », qui a mis dangereusement en péril la neutralité suisse, qu'une contribution aborde dans le détail (François Bugnion). Ardemment francophile, le journaliste Louis Dumur, installé à Paris, ne cesse quant à lui de dénoncer l'influence allemande en Suisse (Nicolas Gex). François Jacob s'intéresse à la figure de Guillaume II dans quelques romans suisses, dont le fameux *Schweizerspiegel* de Meinrad Inglin paru en 1938 ou *La Pêche miraculeuse* de Guy de Pourtalès.

Comment le clivage linguistique est-il vécu à Fribourg, canton bilingue (Alain-Jacques Tornare)? Globalement, les sympathies vis-à-vis de la France priment. Dans une autre perspective tout aussi stimulante, Maurizio Binaghi traite de la question de la neutralité suisse en prenant comme objet d'étude le Tessin, pris en tenaille entre les plans offensifs suisses et l'irrédentisme italien. Élargissant la thématique linguistique, Georges Andrey s'interroge sur l'expression même de « Suisse romande », son apparition et son développement dans l'histoire. Quant à David Auberson, il fait le point sur le rôle de la Suisse comme « terre bénie des espions », qu'ils soient français, britanniques ou allemands. Magnifiquement illustrée en couleur, la contribution de Jean-Charles Giroud porte sur les nombreuses affiches suisses apparues pendant et après le conflit, qu'elles soient patriotiques, militaristes ou au contraire irrévérencieuses vis-à-vis de l'armée suisse « prussienne », publicitaire, commémoratives de la garde aux frontières, ou socialistes, avec le rappel de l'engagement de l'armée contre la grève générale de 1918.

Même s'ils ne constituent pas un thème principal (ce que l'on peut regretter, car c'est bien la détérioration des conditions économiques qui expliquent en grande partie la crise de 1918), les aspects économiques et commerciaux de la guerre ne sont toutefois pas totalement laissés de côté, avec le souci lancinant des Alliés que les marchandises livrées à la Suisse ne soient pas réexportées vers l'Allemagne (Stéphanie Leu).

La dernière partie (la « Suisse engagée ») traite plus particulièrement des aspects militaires. Jean-Jacques Langendorf met en évidence les lacunes criantes dans l'équipement de l'armée suisse. Alexandre Vautravers décrit dans le détail la politique d'armement de la Suisse avant et après 1914. Hervé de Weck évoque la question de la fortification, qu'elle soit alpine ou non, alors que Christophe Vuilleumier s'intéresse aux Suisses actifs dans les armées étrangères. Ceux-ci ne furent pas rares à combattre dans les rangs français, mais ils n'ont pas tous connu la célébrité d'un Blaise Cendrars. En 1916, on peut évaluer leur nombre entre 2500 et 3000 hommes, principalement incorporés dans la Légion étrangère (p. 481). Quant à une présence suisse dans les armées allemandes, elle reste très rare et se limite surtout à celle d'aristocrates neuchâtelois nostalgiques de l'époque prussienne. Sébastien Farré s'attache aux monuments aux morts érigés dans un « pays sans combattants » (p. 496), à leur esthétique et à leur symbolisme. Avec un exemple devenu célèbre pour de tout autres raisons: la sentinelle érigée aux Rangiers par Charles L'Eplattenier.

Un certain nombre de Suisses se sont engagés directement dans le conflit. Par la plume, par les armes, ou en dénonçant scientifiquement des crimes de guerre. Ce fut le cas du célèbre criminaliste lausannois Rodolphe Archibald Reiss (Isabelle Monatani, Éric Sapin, Christophe Champod). Ses missions en Serbie, illustrées par d'insoutenables photographies, avaient pour but de mettre en lumière les atrocités commises par les troupes austro-hongroises. Pour tenter de réconcilier les Suisses si divisés et rétablir la cohésion nationale, la Nouvelle Société Helvétique, créée en 1914, six mois avant le début de la guerre sous l'impulsion de Gonzague de Reynold, déploya ses effets en se réclamant des Lumières et en appelant à l'unité (Corinne de Tscharnher-Hentsch).

Malgré un nombre de coquilles parfois important, la lecture des « Actes » du colloque de Penthes, auquel des historiens réputés et d'autres qui le sont moins ont pris part, reste passionnante. Elle est facilitée par un index et une bibliographie générale (40 p.). Les actes offrent un vaste panorama de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale, un conflit dans lequel elle ne fut certes pas directement impliquée, mais qui la marqua profondément, et ceci sur différents plans: politique, économique, militaire, social ou culturel. Il nous semble impossible d'écrire l'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale sans la lier à celle de la Suisse pendant la Première. L'ouvrage dirigé par Christophe Vuilleumier constitue certainement une passerelle importante.

Pierre Streit

Taline Garibian, 75 ans de pédopsychiatrie à Lausanne: du Bercaïl au Centre psychothérapeutique, Lausanne: BHMS, 2015, 129 p.

Publié dans le cadre du 75^e anniversaire de la première institution psychiatrique destinée aux enfants du canton de Vaud ayant ouvert ses portes en 1938, le Bercaïl qui deviendra le Centre psychothérapeutique, l'ouvrage de Taline Garibian porte sur le développement de la pédopsychiatrie à Lausanne de ses premiers pas jusqu'à nos jours. Il s'intéresse plus particulièrement aux liens entre les sphères pénale, éducative et médicale ayant concouru à l'émergence et au développement de cette discipline.

Les deux premières parties de l'ouvrage situent les débuts de la pédopsychiatrie et les premières années du Bercaïl dans le cadre de la médicalisation des domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance. L'auteure montre notamment comment le rapprochement entre sphères pénale et médicale autour de la prévention et du traitement de la délinquance juvénile contribue au développement de la pédopsychiatrie comme nouveau domaine d'expertise et à l'émergence d'institution comme le Bercaïl et l'Office médico-pédagogique